

**Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement**

# **Conclusion : proposition d'un itinéraire d'opérations et recommandations spécifiques au groupe de travail BID-MARNDR**

**Geert van Vliet, Thierry Giordano, Gael Pressoir, Jacques Marzin**

**Version finale - 29 juin 2016**



Photos : Geert van Vliet

**Le contenu de ce rapport n'engage pas nécessairement l'entité qui finance cette étude (Banque Interaméricaine de Développement) ni aucune autre organisation mentionnée. Ce rapport reste de l'entière responsabilité de ses auteurs.**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>1. Esquisse d'un itinéraire d'opérations permettant de s'engager vers le futur souhaité (horizon : 10 ans) .....</b>	<b>5</b>
1.1. Enjeux et leviers priorités .....	5
1.2. Cadre macro-politique .....	7
1.3. Cadre macro-économique .....	8
1.4. Mesures sectorielles .....	10
<b>2. Recommandations au Groupe de Travail BID-MARNDR .....</b>	<b>14</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>15</b>

## Introduction

Lorsque nous nous sommes engagés dans cette étude, il nous a été demandé de répondre à quatre questions précises : 1. Comment fonctionne le système agricole rural ? 2. Vers quoi orienter ce système ? 3. Quels sont les leviers à favoriser ? 4. Si on actionne tels leviers (mesures publiques à prendre et investissements publics à réaliser), quels impacts sur quelle croissance ?

Dans les chapitres précédents, nous avons tenté de présenter notre compréhension du **fonctionnement** du système à partir d'une variété d'approches, de points de vue et de niveaux d'analyse (question 1). Lors de l'analyse des scénarios et leur discussion avec les participants des différents ateliers de restitution nous avons tenté de construire une compréhension commune de la situation actuelle de ce système et de la **direction vers laquelle elle devrait et pourrait évoluer** (question 2). De même nous avons identifié une série de **leviers actionnables** et priorisés dans 4 domaines : le cadre macro-politique, le cadre macro-économique, le cadre sectoriel et les modalités de mise en œuvre (question 3). La quatrième question reste un défi. L'absence de travaux en cours en Haïti sur les modèles macro-économiques ou écologiques, et le déficit de données qui permettraient de les alimenter, n'ont pas permis de faire les simulations escomptées. La reconnaissance de la complexité (causalités multiples, boucles de rétroalimentation, inconnues) invite d'ailleurs à devoir poser cette question autrement. Les recherches recommandées en annexe permettront, nous l'espérons, d'approfondir la question concernant le comment mesurer les impacts des politiques et investissements publics dans une économie multi-rentière exposée à de multiples stress.

Au moment de conclure, nous voudrions cependant préciser nos réflexions au-delà des scénarios examinés. Après avoir construit des scénarios (voir chapitre 15), nous les avons partagés lors de l'Atelier de Kaliko organisé du 18 au 20 novembre 2015. Celui-ci a réuni plus d'une quarantaine de personnes ressource expérimentées. Nous avons reçu de leur part et de la part de la BID une série de commentaires que nous avons pris en compte, dans la mesure du possible et des données disponibles, dans le rapport. Nous avons aussi tenté de comprendre les perceptions des participants vis-à-vis des différents futurs possibles. Nous avons expliqué comment les scénarios avaient été construits et insisté sur le fait qu'à partir de cette « boîte à outils », d'autres futurs pouvaient être anticipés, en modifiant les variables et les caractéristiques des scénarios.

Les participants à l'atelier de Kaliko ont associé le scénario dénommé « 1 » à un scénario tendanciel, c'est-à-dire un futur qui se réaliserait probablement si aucune modification n'était apportée au système agricole/rural. Un grand nombre des éléments du scénario 3 (et seuls quelques aspects du scénario 2) ont été identifiés comme décrivant un futur souhaité. Comment alors promouvoir une évolution de la situation actuelle (décrit par le scénario 1) vers le futur souhaité (décrit en grande mesure par le scénario 3) ? S'extirper de la situation actuelle demande un effort notable, d'abord et en premier lieu de la part du gouvernement et des bailleurs. En effet, pour les partenaires techniques et financiers (PTF), la question centrale devient « que veut et peut faire le pays dans ce passage de 1 à 3 ? » et ensuite « est-ce que et comment les bailleurs peuvent l'accompagner ? ». Le dilemme s'est aussi posé pour nous, auteurs de ce rapport : si nous étions déjà dans une situation décrite par le scénario 3, une équipe d'experts n'aurait pas été sollicitée pour proposer des alternatives... Mais nous sommes encore dans une situation décrite par le scénario 1... Tentons alors avec nos collègues du Groupe de Travail MARNDR-BID de contribuer à une réflexion sur une voie de sortie afin de promouvoir un changement de trajectoire.

En guise de conclusion, nous proposons donc un exemple d'utilisation de cette « boîte à outils ». Nous avons ainsi esquissé un itinéraire d'opérations qui soit à la fois robuste et flexible au regard des scénarios considérés. Il permettrait de se désengager de la situation actuelle et d'engager les transformations requises pour aller vers un futur décrit par le scénario 3, et dont les éléments semblent avoir le plus motivé les participants. Cet itinéraire est proposé en prenant en compte la situation au 30 novembre 2015. Une évolution des paramètres obligerait bien sûr à l'adapter, tel que la boîte à outils le permet. Nous présentons cet itinéraire sur un pas de temps de 10 ans. Il intègre les nombreux

éléments proposés par les auteurs des différents chapitres ; il a été enrichi en prenant en compte les contributions des participants de l'atelier de Kaliko.

Nous allons passer en revue une série d'aspects, en suivant la structure du tableau utilisé pour les scénarios (Chapitre 15). Certaines thématiques (cas du domaine macro-politique) sont incluses dans l'itinéraire parce qu'elles sont considérées comme essentielles pour un meilleur fonctionnement du secteur agricole/rural. Mais leur résolution relève exclusivement des acteurs Haïtiens. Un appui éventuel des PTF devra se limiter à créer les conditions financières pour que les acteurs haïtiens puissent, le temps que cela prendra, mettre en place les processus – facilités par les universités, *think tank* et centres de recherche nationaux – pour aborder, disposer des éléments, débattre et résoudre ensemble les aspects évoqués dans ce domaine précis. D'autres thèmes peuvent faire l'objet d'appuis techniques et financiers, mais selon des approches revisitées que nous décrivons.

A partir de cette esquisse d'itinéraire, nous avons en fin de chapitre cerné sous forme de recommandations, un ensemble plus spécifique de mesures de politique et d'investissements qui concernent directement la sphère du dialogue entre BID et MARNDR pour les 5 prochaines années. En effet, la reconnaissance de la complexité ne peut empêcher de prendre des décisions. Mais celles-ci reviennent aux autorités du pays

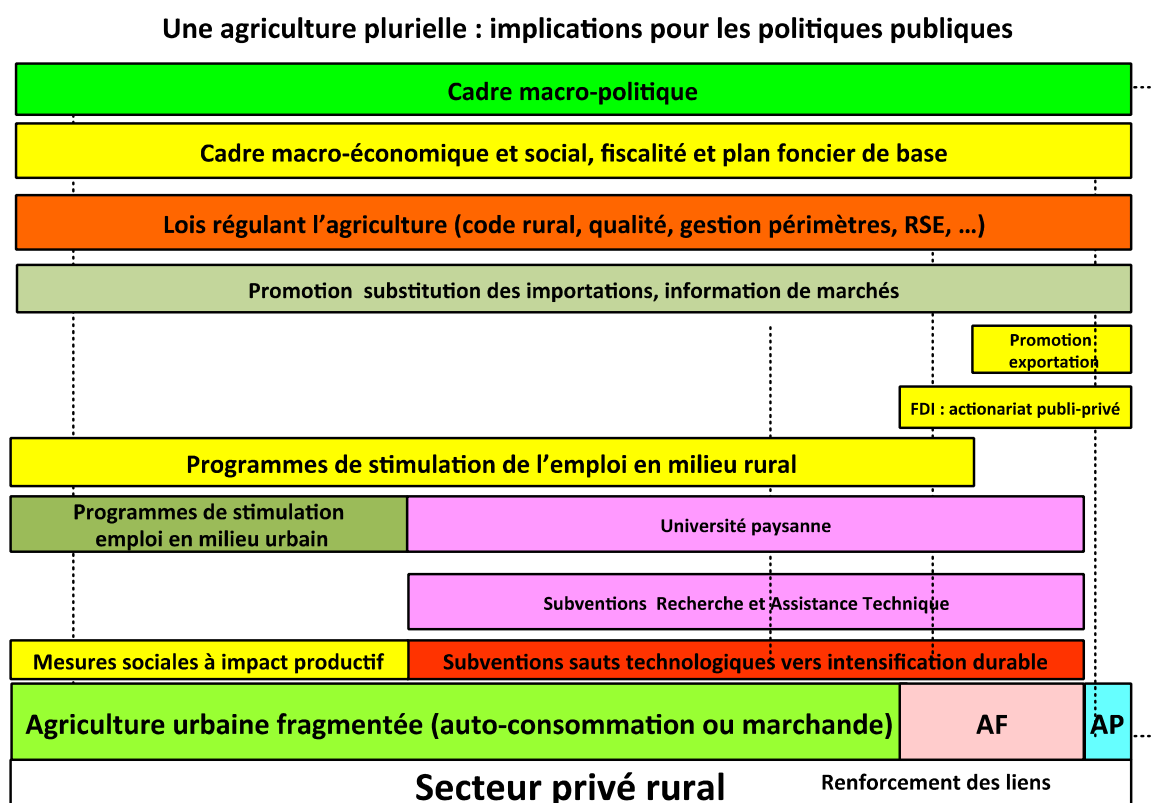
## **1. Esquisse d'un itinéraire d'opérations permettant de s'engager vers le futur souhaité (horizon : 10 ans)**

### **1.1. Enjeux et leviers priorisés**

- Le secteur industriel reste limité à la confection avec relativement peu de valeur ajoutée ; il fonctionne encore trop sous la forme d'enclaves, avec peu de synergies avec les autres activités dans les territoires environnants.
- Le potentiel agricole haïtien existe et ses caractéristiques ne se retrouvent pas dans les autres secteurs de l'économie (industries et services). L'agriculture reste le plus gros secteur « productif » de l'économie nationale, et le premier employeur. Il convient donc de continuer à investir dans l'agriculture, ou plutôt, d'investir dans tout ce qui crée valeur ajoutée tout au long de la chaîne qui va de la production agricole à sa transformation jusqu'à sa mise sur le marché final.
- La productivité de la terre et celle du travail sont encore très basses, ce qui augure d'importantes marges de progression (chapitre 1 et 6).
- Dans les zones pluviales et dans certaines zones irriguées, les sols sont encore peu contaminés par l'utilisation d'intrants chimiques, ce qui permet de profiter pleinement des opportunités offertes par les pratiques culturales issues de l'agriculture biologique, organique ou de l'intensification écologique, qui seront au cœur de l'agriculture bas carbone de demain.
- La diversité des zones de production agricoles autorise des productions quasi-continues de certains produits agricoles comme la mangue, l'arachide, le sorgho, etc. suivant les périodes de l'année et les régions (chapitre 6). Ceci est un atout majeur pour l'agro-industrie haïtienne.
- La population rurale est majoritairement agricole, et porteuse de savoir-faire (c'est elle a assuré la production agricole pratiquement sans appui durant ces 30 dernières années).
- La sole agricole est fragmentée en de multiples petites exploitations, mais les exploitations n'ont souvent qu'une seule parcelle, obligeant à penser une agriculture plurielle composée principalement en zone urbaine et péri-urbaine, d'une agriculture centrée sur le maraîchage commercial et l'autoconsommation, et dans les zones rurales, d'une agriculture familiale avec quelques rares cas d'agriculture patronale.
- Cette agriculture est menacée par le grignotement continu de la superficie agricole utile (urbanisation extensive, tourisme, parcs industriels en plein champs, activités minières).
- Dans le même temps, l'urbanisation croissante constitue un marché potentiel pour la production locale qui n'était pas aussi important il y a 30 ans. Les paysans haïtiens doivent conquérir ce marché.

La reconnaissance de l'existence d'une agriculture plurielle composée principalement d'agriculture urbaine, dans une moindre mesure, d'une agriculture familiale (consolidée ou non) avec quelques rares cas d'agriculture patronale, et le fait de reconnaître que l'action gouvernementale concerne l'ensemble de cette diversité de formes d'agriculture, signifie que l'action gouvernementale doit être différenciée pour répondre aux besoins spécifiques de ces trois catégories d'exploitations (figure 1). Une Agriculture plurielle : implications pour les politiques publiques.

Figure 1



Source : basé sur van Vliet, 2004

AP : agriculture patronale ; AF : agriculture familiale.

D'autre part, il convient de stimuler les interactions entre les trois catégories d'exploitants, afin d'assurer leur contribution aux différentes dimensions du développement haïtien, qu'elles soient économiques (élément de stabilité dans un contexte national soumis à de multiples stress et trop dépendant de rentes, contribution au PIB, etc.), sociales (emplois, redistribution des revenus, rôle des femmes, etc.), environnementales (protection des bassins versants et des châteaux d'eaux, reboisement, lutte contre l'érosion, les inondations, etc.) et en termes de santé (qualité sanitaire et nutritionnelle des aliments). Deux éléments sont dès lors indispensables :

- définir une véritable vision pour le développement du pays, incluant le rôle que doit jouer l'agriculture, vision adossée à un plan d'aménagement du territoire, et de zonages ;
- assurer la participation de l'ensemble du secteur privé, qu'ils s'agissent des agriculteurs urbains, des agriculteurs familiaux ou des entreprises agro-industrielles, à ce processus de relance.

Pour cela, il faut redonner aux différents ministères, dont le MARNDR, leur capacité à piloter, à définir des politiques publiques et à les mettre en œuvre. Afin de permettre à l'Etat d'assumer plus efficacement ses responsabilités, ceci passe par une simplification essentielle des procédures budgétaires, financières, administratives et de passation de marché, qui aujourd'hui paralysent l'action gouvernementale, multiplient les signatures et causent des retards de mise en œuvre. Tant que cela

n'est pas résolu de manière drastique dans les 12 prochains mois, l'alternative sera de continuer avec les Unités d'Exécution de Projet (UEP), qui ne peuvent pourtant pas se targuer d'être des modèles d'efficacité et d'efficacité. La procédure de décharge administrative exigée à tout fonctionnaire ayant eu à gérer des deniers publics, ne doit plus récompenser l'inaction, induite aujourd'hui par cette mesure, sans quoi l'obtention de résultats en matière de fourniture et d'accès aux biens et services publics sera compromise.

Dans cette perspective, il est également nécessaire de reconstruire l'attractivité de la fonction publique, pour recruter des fonctionnaires compétents et motivés, les conserver (carrière évolutive, amélioration des conditions salariales) et sortir du système actuel où tout fonctionnaire doit être chef pour avoir droit à une rétribution adéquate. Ceci est valable tant au niveau central que dans les services déconcentrés.

Enfin, pour gagner en autonomie, il est indispensable de sortir de la dépendance à l'aide, aux dons dans un premier temps, et aux prêts ensuite. Sortir du modèle d'Etat multi-rentier et stimuler la production est une priorité.

## **1.2.Cadre macro-politique**

Comme indiqué dans le chapitre 14, nous rappelons ici certains aspects qui empêchent l'accès des acteurs ruraux aux biens et services publics dont ils ont besoin pour relancer l'agriculture. Toute décision dans ce domaine appartient entièrement aux acteurs haïtiens. Le dysfonctionnement de la branche législative empêche ou ralentit la production et l'adoption de lois. Les crises à répétition entre le législatif et l'exécutif ont des impacts désastreux dans la gestion des ministères. La révision de la Constitution est souhaitable afin d'éviter la succession de crises politiques entre les différentes branches de l'Etat, de préserver l'indépendance de la justice, et de réduire les crises électorales prévisibles et récurrentes qu'elle autorise.

Lors du processus de révision de la Constitution, il conviendra de prendre en compte la base fiscale de l'Etat et les besoins en matière de représentation citoyenne. Le nombre d'élus doit répondre aux principes suivants : leurs élections doivent pouvoir être supportées par la base fiscale de l'Etat ; leur fonctionnement doit également être assuré par cette base fiscale.

Le nombre de représentants et le nombre de chambres parlementaires peuvent être soumis à un examen détaillé au vu des dépenses de fonctionnement récurrentes impliquées. Il peut être également nécessaire de réduire considérablement le nombre de niveaux de collectivités territoriales, leur dimension, leur nombre et leur structuration pour renforcer les chances d'une décentralisation aujourd'hui bloquée.

Il conviendra d'élaborer et d'adopter un statut de l'opposition ainsi qu'un statut des partis politiques, deux éléments indispensables afin de contribuer à une plus grande stabilité politique.

Réguler le secteur agricole/rural requiert des lois. Il conviendra de chercher à améliorer l'efficacité législative du parlement, et réviser en particulier la Constitution là où elle précise que chaque loi est votée article par article. En attendant la révision de la Constitution, autant présenter des projets de lois ne comportant qu'un article.

Des suggestions ont été faites en particulier dans le chapitre 14. Les retards dans la mise en œuvre de lois essentielles se sont accumulés (gestion des périmètres irrigués, Code Rural, etc.). Cependant, résoudre ces thèmes relève strictement des acteurs haïtiens. Il convient de rappeler que c'est la seule source de stress qui affecte le secteur agricole/rural dont l'origine et la résolution dépendent entièrement et seulement du ressort des acteurs haïtiens : aucune contribution de l'APD n'est nécessaire pour résoudre cette crise. Cette réappropriation de la gestion de la stabilité politique veut dire : un stress de moins à gérer ; l'Etat peut alors se consacrer à prévenir, à gérer les -ou s'adapter aux- autres stress systémiques dont la résolution dépend d'autres acteurs externes ou des forces de la nature.

### 1.3. Cadre macro-économique

La balance commerciale haïtienne est particulièrement déséquilibrée. L'essentiel de ce déséquilibre provient des importations de produits alimentaires bruts ou transformés. A consommation constante, voire croissante, l'atténuation progressive de ce déséquilibre ne peut provenir que d'une augmentation de la production nationale, et donc des investissements judicieux dans le secteur agricole. Ceci ne signifie en aucun cas que les filières d'exportation sont négligées (Chapitre 6). Cet élan agricole est d'autant plus justifié que ce secteur constitue un élément stabilisateur déterminant de l'économie et de la société haïtienne. En même temps, son exposition aux chocs climatiques, qui va s'accroître sous les effets du changement climatique, nécessite des adaptations substantielles pour qu'il puisse conserver son rôle stabilisateur (chapitre 4). Pour y parvenir, l'ensemble des éléments de politique publique doit être mobilisé et coordonné pour aboutir à la définition d'une véritable **politique industrielle au sens large, incluant l'agriculture** (Rodrik, 2011). Nous décrivons ici quelques mécanismes généraux permettant de la construire, mais il faut rappeler qu'il n'existe à notre connaissance aucun modèle macro-économique fiable pour le pays, et que ce pilotage reste donc largement à vue.

La **politique commerciale** en premier lieu doit permettre de soutenir les filières stratégiques, par des mesures ciblées et progressives. Les accords commerciaux existants, bilatéraux, régionaux ou mondiaux, offrent des marges de manœuvre intéressantes. Cette intervention doit être pilotée de près pour ne pas produire des effets inflationnistes ce qui équivaldrait à éroder le pouvoir d'achat de la population qui doit être préservé. Dans le même temps, si ce pilotage est réussi, il offrira davantage de flexibilité à la BRH pour ajuster sa **politique monétaire** : l'inflation sera bien moins tributaire des importations, donc du taux de change. La modification des taux directeurs et des taux de réserve obligatoire continueront dans l'intervalle à stabiliser la Gourde, mais enverront des signaux contradictoires aux potentiels emprunteurs. Haïti devra revoir sa réglementation bancaire, et introduire plus de concurrence sur le marché, pour assurer que les emprunts ne soient pas dédiés uniquement à la consommation, mais aillent avant tout vers l'investissement productif (chapitre 9).

Ensuite, l'objectif principal de la **politique budgétaire** pourrait devenir la stimulation des activités économiques, plus particulièrement agricoles, pour augmenter la croissance en rééquilibrant la balance commerciale. Une telle politique demande une réorientation du budget de l'Etat afin de limiter les dépenses publiques inutiles et éviter un accroissement de la dette – ce qui serait préjudiciable aux taux de change et aux taux d'intérêt – tout en recentrant les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. La politique budgétaire doit dans un premier temps identifier et définir des mesures incitatives pour stimuler l'investissement. La stimulation directe de l'investissement passe par la mise en place de taux bonifiés, de garanties, d'assurance, de fonds d'investissements, de fonds incitatifs publics/privés, et de capital risque. Sans oublier la réforme du système bancaire. Il convient d'éviter les mesures trop spécifiques afin de ne pas biaiser les marchés, dans la mesure où il est plus facile de laisser émerger les investissements viables que de les « choisir » en risquant de sélectionner ceux qui ne le sont pas. La stimulation indirecte de l'investissement passe par la fourniture de biens et services publics adaptés à ces nouveaux investissements, et donc l'utilisation de l'argent public pour construire des infrastructures accompagnant les activités économiques et renforçant leur attractivité, pour former un capital humain adapté – grâce à l'éducation, y compris la formation professionnelle et supérieure, et – et en bonne santé, etc.

Afin de corriger les asymétries en matière de présence et d'accès, nombre des ces investissements publics doivent être réalisés en milieu rural, ce qui requiert une bonne compréhension des besoins, et ne peut se faire qu'au niveau local.

La contrepartie de ces dépenses publiques est la révision de la **politique fiscale** afin d'augmenter les recettes de l'Etat, en élargissant l'assiette fiscale pour certaines taxes et impôts qu'il s'agisse de la consommation (TVA), du travail, du capital ou encore des profits (TCA). Une politique progressive et modulée d'incorporation des activités informelles licites urbaines ou rurales à l'économie nationale permettra de contribuer à la consolidation d'un sentiment d'appartenance à la société, l'élargissement de l'assiette fiscale, tout en stimulant le lien nécessaire entre l'Etat et les citoyens. Après la réforme de



la Constitution, il serait possible d'envisager de donner progressivement plus d'autonomie aux collectivités locales pour décentraliser l'Etat, et ainsi assurer une meilleure adéquation entre la demande et l'offre locales de biens et services publics. Enfin, les conditions d'une stimulation de l'investissement dépendent d'une plus grande stabilité politique capable de redonner confiance en la monnaie haïtienne.

Enfin, **la politique environnementale est fondamentale** pour assurer la soutenabilité de cet itinéraire de développement sur le moyen et long terme. Il s'agit en définitive de « verdir » la politique que nous venons de décrire (Hallegatte, Fay, & Vogt-Schilb, 2013; Rodrik, 2013), dont la **politique de préservation du climat** est partie intégrante. Elle doit ainsi permettre de répondre à la dégradation du capital naturel et de s'orienter vers une « soutenabilité forte » (chapitre 3), synonyme d'une meilleure résilience de l'économie et de la société aux chocs. En effet, le coût de l'inaction est tel qu'Haïti ne peut se permettre de le supporter (chapitre 4). L'Etat assume la tâche de la préservation des stocks de matière naturelle, et définit les règles d'accès à cette matière (biodiversité terrestre et marine, eau, terre arable) en vue de les transformer en ressources. Il convient de remplacer la gestion réactive et conjoncturelle des crises par des mesures structurelles proactives de prévention et d'adaptation. Ces dernières incluent la défense des terres arables face à l'avancée de l'urbanisation, la conservation des sols, de la ressource eau, la préservation des espaces terrestres remarquables, la protection de la biodiversité, des ressources halieutiques, etc. C'est un plan d'aménagement du territoire, de zonage et de planification de l'utilisation des sols qu'il convient de mettre en place. Cette politique environnementale doit également et surtout permettre aux acteurs de saisir les opportunités économiques offertes par la protection de l'environnement : écotourisme, énergies renouvelables, gestion des déchets, etc. Elle demande une plus grande intégration des orientations politiques et des investissements publics locaux (Giordano, 2014). Ceci passe notamment par la redéfinition de la **politique de sécurité énergétique**, incluant la création d'un régulateur indépendant, le développement des mini-réseaux, des énergies renouvelables, etc.

Comme on peut le voir, cet itinéraire s'inscrit suivant une vision précise et donc opérationnelle, de l'avenir du pays, qui s'oppose à la vision somme toute trop large du Plan Haïti émergent (MPCE, 2012). Repositionner l'importance de l'agriculture dans l'itinéraire de développement haïtien dépasse largement ce secteur. Rien ne sera donc possible sans une véritable coordination qui doit s'opérer à deux niveaux.

Le premier est celui de l'Etat au niveau national. Une **coordination interministérielle** efficace est indispensable. Il est donc crucial de clarifier les instances et organismes chargés de planifier et de coordonner l'action gouvernementale, tant du point de vue sectoriel que du point de vue de l'aménagement du territoire. Cette coordination n'est possible qu'en garantissant le passage d'une approche projet à celle centrée sur la définition de politiques publiques aux objectifs clairs, aux instruments adaptés et dotés de moyens suffisants pour assurer leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation. Car il convient d'être innovant, de ne pas avoir peur de l'essai, ni de ce qui l'accompagne parfois, l'erreur, ce qui implique de pouvoir l'identifier et la corriger.

Cette coordination doit aussi s'opérer aux niveaux déconcentrés et décentralisés. La décentralisation pourra être relancée dès qu'une réforme de la Constitution aura permis de clarifier le nombre, l'assise territoriale et le rôle des collectivités territoriales. Sans attendre, l'Etat doit et peut s'engager dans une politique hardie de déconcentration au niveau départemental, en particulier dans le cas du MARNDR.

Le second niveau de coordination, compte tenu de l'importance de l'aide extérieure dans le budget de l'Etat, s'opère au niveau des PTF. Ces derniers gagneraient à s'aligner progressivement sur ces nouvelles politiques, se coordonner et donc rationaliser leurs propres politiques sectorielles internes. L'un des rôles de l'Etat est de prolonger l'horizon de planification des acteurs économiques et sociaux. Ce rôle ne peut être assuré dans le cadre de la structure et l'organisation des flux financiers tels que décrits dans le chapitre 13. Il conviendra de sortir de la logique des UEP, d'une aide programme/projet sectorielle fluctuante, en dent de scie, pour s'orienter vers des approches intégrées de long terme, une aide budgétaire générique, voire parfois aussi sectorielle, balisée par la production de résultats

négociés et anticipés. Ce changement s'accompagnera progressivement d'un changement d'instruments, le prêt étant plus prévisible que le don. Les approches de prêt inspirées par le principe de déboursments liés à l'obtention de résultats plutôt que contre la justification des dépenses (« *Results Based Disbursements and Lending* ») méritent d'être utilisées par l'ensemble des bailleurs. Dans l'intervalle, l'APD doit préparer cette transition en renforçant les capacités de planification et de mise en œuvre de l'Etat tant au niveau national que déconcentré (efforts de zonage et d'aménagement du territoire). Cette approche implique un vaste effort de reconversion et de déconcentration du personnel des Ministères.

#### 1.4. Mesures sectorielles

Il convient à présent de faire en sorte que le MARNDR dispose des moyens suffisants pour parvenir à libérer la croissance du secteur agricole. Les enjeux sont multiples :

a. **La nécessité du zonage pour préserver la superficie utile agricole.** On ne peut pas attendre la mise en place du plan foncier de base. Il faut geler la situation actuelle, stopper l'extension des aires urbaines et créer un cadre pour réguler les autres activités non agricoles à forte empreinte foncière. L'effort de construction du plan foncier de base doit être poursuivi patiemment en augmentant progressivement l'efficacité et l'efficience des processus, tel que prévu. Afin de préserver le stock de terres arables, cet effort doit être accompagné (et souvent précédé) de la mise en exécution d'une politique vigoureuse de zonage (et de la mise en place d'instruments correspondants tels que les plans d'occupation des sols). Afin d'éviter que la mise en place du cadastre ne conduise à la spéculation et la concentration foncière, il est essentiel de mettre en place la proposition du CIAT : créer des règles et instances qui peuvent réguler les prix et l'usage du foncier (tels que le mécanisme SAFER). Conformément aux propositions du CIAT, de tels mécanismes de préemption méritent d'être expérimentés dans des zones spécifiques (péri-urbain, zones sans investissements prévus, zones de grands investissements publics ou privés prévus) avant d'être étendus. Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre 7, ces instruments ne remplacent pas les politiques qui doivent leur donner direction et sens.

b. **Le besoin de prendre en compte l'existence d'une agriculture plurielle en Haïti.** Elle est composée d'un côté de quelques grands producteurs générateurs de profits, quelques agriculteurs familiaux consolidés, d'autres moins, puis enfin une myriade de petits producteurs à la limite de la subsistance. Le rêve de résoudre les problèmes de l'agriculture par une extension des surfaces exploitées par des grands investisseurs agricoles n'est pas réaliste. Pourquoi ? Parce que si la première agriculture est profitable, en grande partie grâce aux conditions favorables qui lui sont octroyées, il n'existe pas suffisamment d'espace libre d'occupation en Haïti pour la généraliser à l'ensemble du territoire. De fait, elle n'aura qu'une perspective de développement limitée. Parce que négliger les petits producteurs peut conduire au rejet de ce qui serait perçu comme un retour vers les plantations d'antan. Elle conduirait à la perte de l'approbation sociale envers des entreprises qui prétendraient s'installer ainsi. Si des moyens coercitifs sont déployés afin de faciliter de telles installations, ils provoqueront des contestations compréhensibles. Mais au-delà, ces installations induiront un exode rural supplémentaire que l'économie formelle voire informelle urbaine est incapable d'absorber : les efforts continus pour stimuler l'investissement privé dans l'industrie n'ont qu'une portée limitée, d'autant que toutes les industries existantes ou naissantes ont une intensité en main d'œuvre bien moins importante qu'il y a 30 ans.

A ce sujet, il convient d'éviter la situation d'asymétrie observée dans certains pays, où les grands producteurs, grâce à leurs relations, accèdent à des montants d'aide importants sur un simple coup de téléphone, alors que le reste des producteurs agricoles a droit à de moindres montants, non sans avoir participé à maints événements participatifs, prouvé leur éligibilité en répondant à de multiples questionnaires et après avoir rédigé et re-rédigé leurs demandes d'appui (van Vliet et al. 2009). Dans le cas Haïtien, le MEF par l'intermédiaire de l'UPISA (MARNDR), et avec le soutien des PTF, utilise le Fond de développement industriel (FDI) pour soutenir financièrement le grand secteur privé seul capable à ses yeux d'une certaine efficacité. Le risque est grand d'assister à l'émergence d'une

répartition des rôles où le MEF et le FDI opèrent pour le grand secteur privé, alors que le MARNDR et son manque de moyens humains et financiers se dédie aux agricultures familiales et l'agriculture urbaine fragmentée. L'expérience indique qu'un approfondissement du caractère scindé de l'agriculture ne produit pas les effets escomptés. Une approche intégrée (suivant par exemple, le modèle de chaînes de valeur inclusives en Colombie) qui privilège la construction et la consolidation des liens entre différentes composantes du secteur privé rural est plus efficace à terme, tant du point de vue économique (effet de synergie au sein des filières et de clusters, ou systèmes locaux d'innovation) que du point de vue politique et social. La littérature sur le fonctionnement des systèmes locaux d'innovation ne fait que corroborer l'importance de tisser les liens entre les différentes catégories d'exploitants (chapitres 6, 7, 8, 9, 10). Répondre à ces objectifs implique une approche intégrée de l'agriculture qui passe par la définition de filières stratégiques (Chapitre 6).

L'idée de responsabilité sociale et donc de redistribution nécessaire des revenus est particulièrement pertinente dans un des pays les plus inégalitaires du monde. Les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, 2014, mériteraient d'être incorporés dans le nouveau Code Rural.<sup>1</sup>

**c. Le besoin de reconnaître qu'une partie substantielle des exploitants doit sortir de l'agriculture au cours des 30 prochaines années.** Cela n'implique ni une sortie brutale, ni de les écarter d'un accès aux bénéfices des politiques publiques. Il est impératif au contraire de faire en sorte que cette sortie soit progressive dans le temps, maîtrisée, volontaire, organisée et en préservant les intérêts des personnes qui quitteraient l'activité agricole. Une telle politique demande une définition de la part du gouvernement de ce que serait la surface minimale d'installation qui devra être adaptée en prenant en compte les différents agro-éco systèmes et les filières d'Haïti. Un programme progressif de sortie étalé sur 30 ans devra être constitué d'un mix de politiques sociales à impact productif (tel que l'introduction de l'indemnité viagère de départ pour les exploitants au delà d'un âge -à définir par le gouvernement-, ce qui libèrerait de la terre pour les jeunes) et de politiques d'emploi en milieu rural et en milieu urbain (incluant un accent systématique sur les activités HIMO effort considérable pour mettre sur le marché une main d'œuvre alphabète, qualifiée professionnellement et en bonne santé). Il conviendra de favoriser l'émergence de PME autour du secteur agricole en zone rurale (notamment en stimulant le développement et l'évaluation de technologies de valorisation des produits agricoles pour les PME locales).

**d. La déconcentration du MARNDR et le rôle de la DI.** L'objet de notre étude n'est pas d'aborder la réforme du MARNDR, autour de laquelle de nombreuses autres propositions ont été formulées. Nous voudrions ici seulement rappeler que la légitimité de l'action de l'Etat passe par le fait que les citoyens aient accès aux services publics de proximité (Chapitre 14). Le Chapitre 9 détaille les modalités possibles de mise en éxecution de cette déconcentration ainsi que le rôle nécessaire du Département Innovation. Celui ci mériterait de canaliser les offres de support financier en matière de recherche vers le FONRED afin de stimuler les équipes recherche Haïtiennes (en partenariat ou non avec des chercheurs étrangers) et d'éviter des situations d'enclaves de recherche, qui n'ont pas favorisé la construction de capacités de recherche nationale. De la même manière, la DI gagnerait à appuyer la formalisation des formations déjà organisées par le MPP dans le plateau central, en vue de faire évoluer cette expérience très pertinente vers la création d'une Université Paysanne, certes gérée par une organisation expérimentée (tel que le MPP), mais ouverte à l'ensemble des cadres paysans. Une telle initiative mérite d'être non seulement autorisée par la DI mais elle devrait même être cofinancée en partie par les fonds publics. Alors que l'initiative doit être laissée à la MPP, le rôle de la direction de l'innovation est d'accompagner une amélioration progressive des contenus, notamment en établissant les liens avec les enseignants-chercheurs dans le pays et ses alentours.

---

<sup>1</sup> <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/activities/resaginv/fr/>

#### **e. D'autre enjeux.**

**L'appui conditionné à l'investissement productif :** la création d'un **bras financier incitatif** est indispensable. L'objectif est de promouvoir la production et la transformation locales afin de satisfaire le marché domestique et d'exportation, de stimuler les intervenants génériques dans la chaîne de valeur (étiquetage, packaging, verres, etc.), tout en régulant le secteur agricole. Ce bras financier gère deux flux. Les flux de subventions ciblées, temporelles et conditionnelles (ref. PTTA et RESEPAG, qui méritent d'être intégrés). Il peut aussi mobiliser les fonds en appui vers l'agriculture vers des Fonds incitatifs déjà établis : par exemple le FONRED pour la recherche ou le FDI en vue de prise de participation dans des entreprises agro-industrielles. Cela demanderait une transformation du FDI aujourd'hui adossée au seul MEF. Le FDI pourrait devenir un organisme public-privé d'investissement. Il compterait avec la participation financière du MEF, mais aussi celles d'autres ministères tels que le MARNDR ou le Ministère du tourisme (dans la mesure où ceux-ci arrivent à canaliser de l'aide externe vers cet objectif). Le FDI nouvelle formule intégrerait aussi le capital des banques privées (ce qui pourrait aider à mobiliser leurs liquidités aujourd'hui dormantes ou canalisées vers la seule consommation). Ce FDI pourrait de même s'ouvrir au capital en provenance des institutions financières de micro-crédit (telles que FONKOZE), ce qui leur ouvrirait un marché auquel elles ne peuvent prétendre aujourd'hui et contribuerait à élargir la base sociale et économique de la clientèle potentielle du FDI (le FDI obtiendrait ainsi sa licence sociale pour opérer). Le FDI opérerait de préférence via des prises de participation temporelles et conditionnées dans des entreprises avec des projets viables. Il pourrait exceptionnellement offrir des garanties bancaires, des bonifications, des périodes de carence. Il n'opère pas dans le domaine du crédit ou de l'épargne. Il pourrait prendre des participations dans les sociétés qui les rachèteraient une fois solide financièrement. Il faut ici voir l'incitation comme une chaîne de valeur, en minimisant les coûts de transaction administratifs et financiers. Le soutien aux intermédiaires de la filière tel que le mécanisme décrit dans le Chapitre 6 (modèle « Accesso ») en est un exemple précis. Les fonds publics peuvent devenir encore plus rares : tous les instruments utilisés doivent tendre vers la neutralité notamment par des systèmes d'amendes, de taxes ou de prélèvements (ref. système de bonus-malus neutre). Les investissements les plus nécessaires sont : privilégier les filières locales (production, collecte, transformation, mise en marché); améliorer le fonctionnement du système d'innovation (recherche, formation paysanne -Université Paysanne-, formation des cadres et des jeunes entrepreneurs -enseignement supérieur-; participer au fonds d'investissement (rôle possible pour le FOMIN); programmes de Développement rural intégré (infrastructures, services sociaux de base, diversification de l'emploi rural et appui à l'intensification durable dans les territoires à haut potentiel (par exemple, le Plateau central) (Chapitre 6).

**La politique sociale est essentielle, mais elle aura vocation de stimuler la production.** Tous les agriculteurs dans toutes les sections communales d'Haïti ne sont pas égaux dans leur dotation en facteurs. Tous ne seront pas des maillons forts des chaînes de production, mais ils ne doivent pour autant pas être négligés comme nous l'avons expliqué plus haut, d'autant que les besoins des zones rurales en biens et services publics sont immenses. Là encore, les programmes sociaux seront conditionnés, incitatifs, et centrés sur le renforcement des infrastructures économiques et écologiques d'autant que les potentialités d'emploi à plein temps ou en complément des activités agricoles sont réelles (comme l'ont montré par exemple Giordano, Blignaut, and Marais (2012) en Afrique du Sud. En Haïti, les besoins en infrastructure économiques et écologiques ouvrent la porte au développement de programmes incitatifs à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) délégués au secteur privé. Autre exemple pour soutenir le tissu agricole local : l'approvisionnement des cantines scolaires suivant des filières courtes. Au final seuls quelques programmes de transferts sociaux en zones rurales qui ne s'adresseraient qu'à des cas ciblés (familles monoparentales, personnes âgées, handicapés, etc.) ne relèveraient pas du MARNDR.

**Infrastructures agricoles :** Les besoins en infrastructures agricoles sont également importants g. (irrigation, abattoirs, chaîne du froid, stockage, etc.), mais restent trop souvent dictés par l'offre. Il convient d'inverser la logique pour répondre aux besoins des exploitants agricoles, grands comme petits, et suivant les priorités stratégiques du MARNDR, ce qui permettra de prioriser les actions. L'irrigation est prise ici en exemple (chapitre 12). Doit-on se concentrer sur l'irrigation et/ou le

drainage ? Sur des petits ou grands périmètres irrigués ? Privilégier l'irrigation collective ou individuelle tendant à stocker et épargner l'eau (goutte à goutte, etc.) ? Stimuler la création d'une filière nationale d'importation et de maintenance d'outils destinés aux petits parcelles (motoculteurs, petits engins de pompage mobiles) et permettant une meilleure gestion de la durabilité des systèmes (agriculture de conservation).

**Création du statut d'entrepreneur agricole :** Il est nécessaire de poursuivre l'expérience en cours relative au registre des producteurs, indispensable pour la professionnalisation du métier de producteur agricole.

**Accès à la terre incluant la problématique du métayage :** comme nous l'avons montré, il est indispensable d'élaborer des plans de développement départementaux (par exemple 3 en 2016, 7 en 2017), et d'y inclure un chapitre « Accès au foncier », avec pour enjeu principal la régulation des modalités d'accès à la terre (faire valoir indirect) qui contribuent à la précarité et l'injustice sociale. Par loi (modification du Code Civil, du Code Rural) ou décret, un certain nombre de règles doivent évoluer dont :

- les règles de métayage, afin de veiller à l'équilibre de la rémunération du travail et du capital ;
- les règles de succession et de transmission des exploitations agricoles, afin de préserver le patrimoine productif, à séparer du patrimoine personnel ;
- la durée de tous nouveaux baux, notamment sur les terres de l'Etat : elle pourra être augmentée pour sécuriser l'accès au foncier (ex : durée de 7 ans ou plus suivant les cultures et zones de production) ;
- mettre à jour et surtout enrichir le Code rural ;
- élaborer des plans d'occupation des sols ;
- parallèlement à cet effort gigantesque de mise à jour des lois, favoriser l'application et le respect des lois, règles et normes, avec la création de la fonction de Procureur Agraire et Environnemental, incluant la mise à disposition de juristes spécialisés, avec juridiction nationales (territoires marins et terrestres) chargé de tous aspects portant sur respects des droits en milieu rural et protection et préservation des ressources naturelles en milieu urbain.

**Innovation.** Privilégier une approche systémique, intégrée, en prenant en compte les multiples acteurs. Dans cette perspective, l'Etat joue un rôle modeste mais actif (Crozier, 1987) au sein d'un réseau composé de multiples acteurs. En s'appuyant sur la déconcentration du MARNDR, les Centres Territoriaux d'Innovation jouent un rôle clé dans les dynamiques productives de développement agricole et agro-industriel local et dans la formation permanente des agriculteurs, notamment au travers de l'Université Paysanne (Chapitre 8). Le MARNDR favorise le lien entre vulgarisation, formation et recherche en appuyant le fonctionnement de FONRED, dont le manuel de procédures et les instances prévues reflètent l'approche décrite (chapitre 10).

**Recherche et enseignement supérieur.** Il s'agit ici d'appuyer le mécanisme innovant de financement de l'enseignement supérieur et de la recherche qu'est le FONRED créé en août 2015 (chapitre 10). Respecter, stimuler et diffuser les instances et principes de fonctionnement du FONRED en cofinanciant son budget dans les rubriques définies dans son manuel d'opération. Dans le cadre de ses procédures, FONRED pourrait considérer la création de Masters interuniversitaires tels que le Master-pro en Production et entrepreneuriat agricole, un Master Recherche et Ecole doctorale en production végétale et expérimentations, un Master Recherche et Ecole doctorale en sciences animales et expérimentations, un Master-pro (mais ouvert sur la recherche) en technologies alimentaires, un Master-pro (mais ouvert sur la recherche) en production organique, biologique et autres approches productives et de transformation respectueuses de l'environnement.

D'autres enjeux relèvent de la coordination ministérielle et donc de la capacité du MARNDR à peser dans les arbitrages gouvernementaux.

**Infrastructures routières :** les plans de développement routiers accompagnent les stratégies de développement rural et agricole et sortent de la logique de construction séquentielle du réseau routier.

Les investissements en services de transport sont définis en fonction des besoins des utilisateurs, notamment des agriculteurs et des entrepreneurs en amont et en aval de la production. L'entretien provient des fonds du FER qui sont augmentés (augmentation de la taxe sur les carburants). Une opération pilote est lancée dans 3 départements : les réseaux secondaires et tertiaires sont confiés par le FER aux services départementaux déconcentrés, avec délégation de ressources et de programmation. Les appels d'offres sont lancés pour la construction et l'entretien des routes. Selon la nature des travaux et la situation locale, ces appels d'offres seront modulés pour prendre en compte des approches HIMO ou plus mécanisés, attirer des entreprises locales, entreprises nationales ou consortiums haïtiens-internationaux.

**Infrastructures sociales de base.** Il s'agit ici d'étendre progressivement l'accès des populations rurales à l'eau potable et à l'assainissement, aux services de santé, et d'éducation. Par exemple, dans le secteur éducatif, il conviendrait d'assurer l'accréditation de tous les centres d'enseignement primaire et secondaire, et de renforcer la formation des enseignants.

## 2. Recommandations au Groupe de Travail BID-MARNDR

Si la BID envisage d'appuyer tout ou partie de cet itinéraire suggéré pour passer de la situation actuelle vers la situation souhaitée, nous recommandons de :

1. Faciliter -mais ne pas intervenir dans- les processus de transformation du cadre macro-politique qui relèvent des seuls acteurs haïtiens (chapitre 14).
2. Dans la mesure du possible, réintroduire les prêts au lieu de dons.
3. Passer d'une logique de projets (UEP) à une logique d'appui budgétaire en mobilisant les outils de prêts plus récents qui permettent de lier les déboursements à l'obtention de résultats pré-agrées de commun accord.
4. Contribuer à prolonger l'horizon de planification de l'Etat haïtien en proposant des opérations de long terme sur 15 ans, même si ensuite, des phases quinquennales peuvent être précisées.
5. Mobiliser, avec l'aide du MPCE, l'ensemble des investissements envisagés par la BID autour d'objectifs communs, au niveau national ou au niveau départemental, selon les exercices de planification glissante réalisés. Cela permettra d'assurer l'accès, pour les citoyens et producteurs en milieu rural, à des biens et services publics qui sont nécessaires à la relance de l'agriculture, mais qui relèvent de la responsabilité d'autres ministères. Il convient de renforcer la capacité de coordination interministérielle.
6. Pour les investissements, privilégier la construction, la consolidation et/ou l'opération de fonds incitatifs (tels que PTTA, Resepag pour les subventions, le FONRED pour la recherche et la formation ; le FDI restructuré pour les prises de participation). L'orientation de l'incitation sera influencée par les exercices de planification départementale. Le FOMIN pourrait être mobilisé en vue de sa participation financière à un FDI revisité, transformé en organisme public-privé. Les règles du jeu de chaque mécanisme incitatif pourront ensuite diriger l'attention vers des territoires, des filières ou des combinaisons des deux. L'entrée ne doit se faire ni par la filière ni par le territoire sinon par le mécanisme d'incitation, qui peut privilégier l'un, l'autre ou intégrer les deux selon les besoins identifiés et la possibilité de maximiser l'impact souhaité.
7. La modernisation du MARNDR est essentielle. Un ressaisissement au niveau du staff du MARNDR est nécessaire s'il veut saisir l'espace de bifurcation présent et jouer un rôle actif dans la transition vers la situation souhaitée.

## Bibliographie

Comité de la sécurité alimentaire mondiale. (2014). Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, quarante et unième session, 13-14 octobre, Rome.

Crozier, M. (1987). *Etat modeste, Etat moderne : stratégies pour un autre changement*. Paris : Fayard.

Giordano, T. (2014). Integrating industrial policies with innovative infrastructure plans to accelerate a sustainability transition. *Environmental Innovation and Societal Transitions*. doi: 10.1016/j.eist.2014.07.004

Giordano, T., Blignaut, J. N., & Marais, C. (2012). Natural resource management - an employment catalyst: The case of South Africa. Working Paper Series No. 33. Midrand: DBSA.

Hallegatte, S., Fay, M., & Vogt-Schilb, A. (2013). *Green Industrial Policies: When and How*. Policy Research Working Paper 6677. Washington D.C.: World Bank.

MPCE. (2012). *Plan stratégique de développement d’Haïti: Pays émergent en 2030*: Ministère de la Planification et de la Coopération Externe.

Rodrik, D. (2011). *The globalization paradox: Democracy and the future of the world economy*. New York: W.W. Norton & Company.

Rodrik, D. (2013). *Green industrial policy*. Paper written for the Grantham Research Institute project on “Green Growth and the New Industrial Revolution. Princeton, N.J.: School of Social Science, Institute for Advanced Study.

van Vliet, G. (2004). Learning from the policy cycle : local development and the evolution of CDD : CDD, a surrogate for policy? presentation, Workshop on CDD, Rome, 3-4 June. [https://agritrop.cirad.fr/551612/1/document\\_551612.pdf](https://agritrop.cirad.fr/551612/1/document_551612.pdf)

van Vliet G., da Costa R., Ferreira F. , Carvalho E., Micol L., Pasquis R., da Gama A. (2009), "Políticas territoriales desarticuladas, baja gobernabilidad y refuerzo de las asimetrías en las micro-regiones “BR 163” y “Bajo Amazonas” (Pará, Brasil)", working paper, Proyecto Dialogos, Brasilia.

## **Annexe : Propositions d'études et recherches à promouvoir à court et moyen terme**

**Michel Benoit-Cattin**

Dès le début et tout au long de nos investigations, le manque de certaines données a été ressenti et déploré. En réfléchissant à ce qui aurait pu améliorer la qualité et la pertinence de nos travaux on peut identifier un certain nombre de pistes d'études et de recherches mais aussi de formations souhaitables pour une meilleure compréhension et maîtrise de la dynamique du secteur agricole et de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux à différents niveaux d'observation, d'analyse et d'action (entreprises, ménages, filières, institutions financières etc.). Nous proposerons cinq pistes susceptibles d'être reprises dans des projets à proposer au FONRED par des équipes associant enseignants chercheurs, agents des services concernés et impliquant des étudiants.

### **1. Quantifier l'emprise foncière de l'urbanisation, comprendre ses dynamiques et identifier les leviers permettant d'en juguler la progression.**

### **2. RGA 2010 : Récupérer et organiser et traiter l'information existante.**

Le MARNDR nous a permis d'utiliser les données du RGA et de proposer des typologies de systèmes de production et d'exploitation et des propositions de zonages par regroupement de sections communales similaires. Le travail est à poursuivre pour rendre certaines utilisations interactives sur internet en particulier pour générer des cartes et des graphiques thématiques<sup>1</sup>.

Pour ce qui est des systèmes de production, il importe de continuer à travailler sur leur diversité et leurs performances traduites en budgets de culture nécessaires pour tout calcul de simulation de changements techniques.

Pour compléter les données du RGA, en particulier d'un point de vue micro-économique, d'autres sources d'informations existent sur les ménages en général (dont les producteurs) produites par les enquêtes périodiques de l'IHSI sur leurs conditions de vie. Pour ce qui est des ménages ruraux la CNSA conduit ses propres enquêtes. Toutes ces enquêtes sont trop peu exploitées alors qu'elles pourraient fortement enrichir les analyses conduites à partir du RGA. Pour cela il faudrait pouvoir intégrer leurs données dans une base de données relationnelle (ayant la section communale comme niveau commun le plus bas).

Notre travail confirme que des compétences et un intérêt existent au sein du MARNDR pour mettre en œuvre ce travail et mériteraient d'être confortées en interaction avec des enseignants-chercheurs en particulier des différentes facultés d'agronomie du pays, dans les domaines de la gestion et de l'analyse des données ainsi que de leur partage via internet.

Pour ce qui est des activités d'amont et d'aval de la production agricole nous avons identifié un recensement des entreprises réalisé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie en 2012-13. Aucune analyse n'est disponible, et l'accès aux données recueillies. Un travail serait à initier avec le MARNDR, le MCI et les enseignants chercheurs concernés pour voir ce qu'on peut malgré tout retirer de ces informations et identifier des pistes d'investigation complémentaires.

---

<sup>1</sup> L'échelle de la section communale s'est révélée pertinente comme plus bas niveau d'intégration.



Enfin, l'analyse des flux financiers vers l'agriculture que nous avons conduite offre des perspectives d'analyse intéressante, mais elle demande à être complétée par la collecte de données plus précises sur les programmes et projets, du gouvernement et des bailleurs de fonds, et surtout par l'ajout des financements réalisés par les grands entrepreneurs privés. De même, la désagrégation des flux provenant des agriculteurs est envisageable par filière en utilisant les données du RGA. La formation d'analyste à l'utilisation de logiciel de flux est également nécessaire.

### **3. Promouvoir un cadre intégrateur : une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS)**

Au-delà des données sur les revenus et dépenses des ménages que nous n'avons pas pu mobiliser, nous avons utilisé des données sur les importations et exportations, sur les transferts publics et privés, sur les dépenses publiques, sur le secteur bancaire, sur l'accumulation du capital etc. Pour mettre ces données en cohérence entre elles pour une meilleure utilisation, il existe une méthode comptable qui repose sur l'inscription dans un même tableau carré des balances ressources-emplois pour les activités et produits, revenus-dépenses pour les ménages, les institutions financières formelles et informelles, l'Etat, entrées-sorties avec le reste du monde, etc.

La construction d'un tel tableau appelé, matrice de comptabilité sociale, aussi détaillé que possible implique une collaboration entre universitaires et comptables nationaux et l'exploitation des données telles que rassemblées en 1. Il s'agit essentiellement d'analyses micro-économiques sur les systèmes de production, les ménages, les entreprises, les institutions financières. La difficulté et l'intérêt sont de les rendre cohérentes entre elles (les revenus des uns étant les dépenses des autres, les achats des uns étant les ventes des autres, les emprunts des uns étant les prêts des autres, etc.).

Une recherche orientée vers la dimension méthodologique serait à faire sur l'intégration de la dimension environnementale essentiellement en termes de stocks dans cette approche fondamentalement conduite en termes de flux.

### **4. Mobiliser et développer un savoir-faire en modélisation**

Lors de nos investigations nous avons constaté que quand les données existent elles ne sont pas réunies et organisées pour permettre de la modélisation économique (que ce soit à l'échelle des exploitations types, à celle des filières, des territoires ou à celle du pays). D'autres données doivent être produites à cet effet. De plus il n'y avait pratiquement pas de savoir-faire disponible, visible par ses publications et mobilisable, en particulier dans le système académique.

Les modèles d'équilibre général calculable permettent d'évaluer les impacts économiques et sociaux de telle ou telle mesure de politique. Ces modèles nécessitent l'existence d'une MCS dont le niveau de détail micro-économique détermine la finesse des simulations et des analyses possibles.

Il importe, en parallèle avec la construction de MCS, que des enseignants-chercheurs et des agents de l'IHSI soient formés à la pratique de la modélisation en équilibre général et qu'ils puissent innover en intégrant la dimension environnementale. Nous n'avons identifié qu'un seul mémoire d'étudiant réalisé en 2010 à l'Université de Laval au Québec et il a été impossible de contacter son auteur<sup>2</sup>. Ce travail prometteur est resté sans suites.

En complément à la modélisation au niveau national, il importe que des agroéconomistes soient formés à la pratique de la programmation mathématique pour traiter de façon plus précise et sectorielle des questions de changements techniques, de leurs modalités, conditions et impacts par des modèles d'exploitations, de filières, de systèmes agraires, etc.

---

<sup>2</sup> Mémoire de Wendy Rousseau Sévère : <http://www.theses.ulaval.ca/2010/27702/27702.pdf>

Au delà, une réflexion plus profonde pourrait être menée sur les implications de la reconnaissance de la complexité du fonctionnement d'une économie multi-rentière et exposée à de multiples stress (rendant ainsi difficile l'identification précise des impacts des décisions). Une telle réflexion serait utile en vue de défier les approches standard de modélisation économique et sociale et d'améliorer les capacités de pilotage public dans de tels contextes.

## **5. Mobiliser et développer un savoir-faire en économétrie**

Les modèles évoqués ci-dessus intègrent un comportement des agents dans les domaines de la consommation, de l'innovation, de l'investissement, de l'épargne etc. Pour ne pas se contenter de reprendre les paramètres figurant dans la littérature il importe de savoir les calculer. Pour cela il est nécessaire de mobiliser et renforcer le savoir-faire en économétrie d'enseignants-chercheurs dans le cadre de l'analyse des données d'enquêtes existantes. Certaines enquêtes spécifiques seront probablement nécessaires pour aborder certains points. Les approches qui prennent en compte la non-linéarité et la rétro-causalité devront être mobilisées.

Ces cinq pistes ne visent pas à exclure d'autres préoccupations plus sectorielles ou thématiques mais à proposer des outils et méthodes intégrateurs dans une perspective de recherche formation opérationnelle pour le développement.